

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 134/02

ÉFAI – 020294 – AMR 34/032/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / INTIMIDATION

### GUATÉMALA

**Domingo Yaxón Guarcax (h), 21 ans, membre du *Movimiento de Jóvenes Mayas* (MOJOMAYAS, Mouvement des jeunes Mayas), affilié à la *Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala* (CONAVIGUA, Coordination nationale des veuves du Guatemala) les autres membres de la CONAVIGUA et de ses organisations affiliées**

Londres, le 7 mai 2002

Domingo Yaxón Guarcax a été enlevé, interrogé et battu jusqu'à ce qu'il perde connaissance dans le centre de la ville de Guatemala, le 3 mai. Il travaille comme coursier pour une organisation de défense des droits humains de premier plan, et Amnesty International pense que cette agression était destinée à intimider cet homme ainsi que les autres personnes impliquées dans les investigations menées sur les violations des droits fondamentaux commises par l'armée au cours de la guerre civile guatémaltèque.

Quatre hommes l'ont contraint à monter dans une voiture noire aux alentours de 13 h 30. D'après les informations recueillies, ils l'ont entièrement déshabillé, lui ont bandé les yeux, l'ont interrogé sur son travail, l'ont battu et l'ont coupé avec un canif. Domingo Yaxón Guarcax travaille pour le *Movimiento de Jóvenes Mayas* (MOJOMAYAS, Mouvement des jeunes Mayas), qui est affilié à la *Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala* (CONAVIGUA, Coordination nationale des veuves du Guatemala). Ses agresseurs ont menacé de le tuer s'il poursuivait ses activités au sein de la CONAVIGUA. Un des hommes aurait dit aux autres : « *Tuons-le les gars.* » Ils l'ont roué de coups jusqu'à ce qu'il perde connaissance et l'ont abandonné à proximité d'un établissement de pompes funèbres.

Domingo Yaxón Guarcax avait constaté que cette voiture noire le suivait depuis plusieurs semaines. Lorsqu'il a été enlevé, il se rendait dans une banque pour y déposer des chèques et était également en possession d'argent liquide, mais ses agresseurs ne lui ont rien dérobé. Selon des organisations guatémaltèques de défense des droits humains, il s'agit clairement d'une tentative d'intimidation visant à dissuader les militants des droits humains du pays de poursuivre leurs activités.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

La CONAVIGUA a été fondée en 1988 par un groupe de femmes dont les maris avaient « disparu » ou été tués au cours de la guerre civile guatémaltèque, qui a débuté dans les années 60 et n'a officiellement pris fin qu'avec la signature des accords de paix de 1996. Les dirigeants et les membres de cette organisation ont été menacés et harcelés à maintes reprises en raison de leurs activités depuis sa création.

On estime à 200 000 le nombre de personnes, des indigènes pour la plupart, ayant été massacrées au cours du conflit, et la majorité d'entre elles ont été enterrées dans des charniers. Ces dernières années, la CONAVIGUA a procédé à de nombreuses exhumations dans ces cimetières clandestins, avec l'assistance technique de la *Fundación de Antropología Forense de Guatemala* (FAFG Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale). En 2000, la CONAVIGUA s'est également jointe à l'action en justice intentée en Espagne par la *Fundación Rigoberta Menchú Tum* (FRMT, Fondation Rigoberta Menchú), qui a porté plainte pour génocide et crimes contre l'humanité contre des dirigeants actuels et d'anciens responsables guatémaltèques.

Domingo Yaxón Guarcax a été enlevé quatre jours après l'assassinat de Guillermo Ovalle, membre du personnel de la FRMT (voir l'AU 133/02, AMR 34/031/02 du 1<sup>er</sup> mai 2002). En outre, les menaces, les actes de harcèlement et les manœuvres d'intimidation se sont récemment multipliés contre ceux qui enquêtent sur les violations des droits humains commises par le passé et tentent de faire traduire en justice leurs responsables présumés. Des experts en anthropologie médico-légale procédant à des exhumations dans des cimetières clandestins ont été tout particulièrement pris pour cible au cours des derniers mois (voir l'AU 68/02, AMR 34/014/02 du 5 mars 2002, et sa mise à jour, AMR 34/025/02 du 13 mars 2002).

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- exhortez les autorités à ouvrir une enquête sur l'enlèvement et le passage à tabac dont a été victime Domingo Yaxón Guarcax dans la ville de Guatemala le 3 mai, et à traduire en justice les responsables présumés ;
- appelez les autorités à protéger cet homme ainsi que les autres membres de la *Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala* (CONAVIGUA, Coopération nationale des veuves du Guatemala) et de ses organisations affiliées ;
- rappelez aux autorités les obligations qui leur incombent envers les défenseurs des droits humains, telles qu'elles sont définies dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, qui a été adoptée par les Nations unies en décembre 1998, et dans les résolutions de l'Organisation des États américains (OEA) ;
- rappelez aux autorités que la pérennité du soutien apporté par la communauté internationale au processus de paix guatémaltèque dépend des progrès réalisés en matière de droits humains, et que des attaques contre des défenseurs des droits humains comme les membres de la CONAVIGUA ne sauraient être tolérées.

**APPELS À :**

**Président de la République :**

Lic. Alfonso Portillo Cabrera  
Presidente de la República de Guatemala  
6<sup>a</sup> Avenida "A" 4-41, Zona 1  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Télégrammes :** Presidente de la República de Guatemala,  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 239 0090 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant.)

**Formule d'appel :** *Señor Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

**Vice-Président de la République :**

Lic. Juan Francisco Reyes López  
Vicepresidente de la República de Guatemala  
6<sup>a</sup> Avenida "A" 4-18, Zona 1  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Télégrammes :** Vicepresidente de la República, Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 239 0090 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant.)

**Formule d'appel :** *Señor Vicepresidente*, / Monsieur le Vice-Président de la République,

**Ministre de l'Intérieur :**

Eduardo Arévalo Lacs  
Ministro de Gobernación  
Ministerio de Gobernación  
6<sup>a</sup> Avenida 4-64, Zona 4  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Télégrammes :** Ministro de Gobernación, Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 362 0239 / 362 0237

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Directeur général de la police nationale civile :**

Comisario Luis Arturo Paniagua Galicia  
Director General de la Policía Nacional Civil  
6<sup>a</sup> Avenida 13-71, Zona 1  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Télégrammes :** Comisario Luis Arturo Paniagua Galicia,  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 251 9382

**Formule d'appel :** *Señor Director*, / Monsieur le Directeur ,

**COPIES À :**

**Coordination nationale des veuves du Guatemala :**

Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala  
(CONAVIGUA)  
8<sup>a</sup> Avenida 2-29  
Zona 1, Ciudad de Guatemala  
Guatemala

**Tél / Fax :** + 502 232 5642 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant. Si un correspondant vous répond, demandez : « *Me puede dar tono de fax, por favor.* »)

**Journal :**

Diario *Prensa Libre*  
13 Calle 9-31, Zona 1  
Ciudad de Guatemala, Guatemala  
**Fax :** + 502 251 8768

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 18 JUIN 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*